

**GUATEMALA : FICHE PAYS – MAI 2025**



Catégorie OCDE (2024) : 4/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch): BB / Ba1 / BB

Change : Quetzal (GTQ) / Régime de change : flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : 2050

**FORCES**

- Plus grand marché d'Amérique centrale
- Faible endettement public et externe
- Réserves en devises satisfaisantes
- Résilience de la monnaie locale

**FAIBLESSES**

- Forte dépendance à l'égard de l'économie américaine
- Faiblesse des recettes publiques
- Faible part de travailleurs qualifiés
- Inégalités et niveau de pauvreté encore élevés
- Problèmes de gouvernance (perception élevée de la corruption)

**SYNTHÈSE :**

Evolution des risques : stable

**Environnement macroéconomique et financier :**

- **Vulnérabilité de la croissance** : En 2024, la croissance a atteint +3,7% (après +3,5% en 2022), tirée par le dynamisme de la consommation privée qui a bénéficié du repli de l'inflation et des transferts de fonds de travailleurs expatriés. Pour 2025, la croissance est prévue à ce stade à près de +4%, favorisée par la consommation des ménages et la mise en place d'une politique budgétaire expansionniste. Le probable ralentissement de l'activité aux Etats-Unis (1<sup>er</sup> client à l'export et 1<sup>ère</sup> source de transferts de fonds d'expatriés) constitue cependant un aléa baissier sur le scénario.
- **Vulnérabilité des comptes publics** : Le déficit public s'est réduit en 2024 à -1% du PIB (contre un objectif de -2,6% du PIB). La suspension du budget sur les 9 premiers mois de l'année ont conduit le gouvernement réduire les dépenses et à fonctionner sur la base de celui de 2023, plus faible. Pour 2025, le budget prévoit une hausse des dépenses à 15,7% du PIB, soit 2 points de plus qu'en 2024, tandis que les recettes resteraient relativement stables à un niveau faible. Dans ce contexte, une hausse du déficit est prévue à -3,1% du PIB mais pourrait s'avérer moins élevé en raison de possibles difficultés d'exécution du budget. La dette reste modérée à 26,8% du PIB en 2024 (dont 45% de part externe), soit le ratio parmi les plus faibles de la région, et n'est pas source de risques.
- **Vulnérabilité extérieure** : Le solde courant demeure excédentaire, favorisé par le dynamisme des envois de fonds des travailleurs expatriés, qui couvrent le déficit de la balance commerciale. Le niveau de réserves de change (environ 7,4 mois d'importations) couvre la totalité de la dette publique externe et contribue à la solvabilité externe du pays. Le quetzal a eu tendance à se réapprécier face au dollar depuis fin 2022, favorisé par les surplus courants et une intégration encore limitée aux marchés financiers mondiaux.
- **Vulnérabilité du secteur bancaire** : Le secteur bancaire est bien capitalisé et présente des ratios solides, malgré l'augmentation du taux de NPL, qui reste néanmoins faible à 2,5% du portefeuille des prêts. La dollarisation du secteur bancaire est modérée mais reste une source de vulnérabilité (près du tiers des prêts bancaires est libellé en devises).

**Environnement politique et gouvernance :**

- **Stabilité socio-politique** : Le président Bernardo Arévalo a pris possession de son poste en janvier 2024, après un processus électoral assez tendu. Malgré la fragmentation politique, il a réussi à former une alliance au Congrès lui permettant d'avancer sur une partie de son agenda de réformes. De son habileté à trouver un soutien auprès du législatif, dépendra la poursuite de son programme politique.
- **Climat des affaires** : des mesures favorables au climat des affaires, ouvrant notamment le marché et favorisant la libre concurrence, ont été approuvées. La corruption encore élevée continue cependant de peser sur l'environnement des affaires.

**Environnement et politique du climat :**

- **Vulnérabilité climatique** : Le pays est vulnérable au changement climatique, notamment aux températures plus élevées et aux précipitations qui augmentent le risque d'insécurité alimentaire et hydrique dans ce pays. Signataire de l'accord de Paris, le Guatemala s'est engagé à réduire ses émissions de 22,6% d'ici 2030 par rapport aux niveaux d'émissions de 2016. Le pays compte mener notamment des actions spécifiques pour les secteurs de la forêt, de l'énergie, de l'agriculture et des déchets.

**STRUCTURE DES ÉCHANGES**

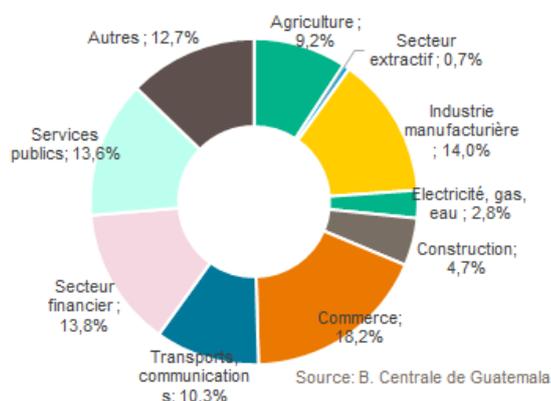
Principaux produits échangés				Principaux partenaires commerciaux + France			
Exportations		Importations		Exportations		Importations	
Café, thé, maté et épices	10,9%	Combustibles	15,3%	Etats-Unis	31,6%	Etats-Unis	33,9%
Bananes, melons	10,3%	Machines, appareils élect.	8,0%	Le Salvador	12,8%	Chine	13,6%
Vêtements et accessoires	10,1%	Machines, appareils méc.	7,8%	Honduras	10,5%	Mexique	10,9%
Huile de palme, de coco	6,4%	Refrigerateurs, ordinateurs	7,6%	Nicaragua	6,5%	Le Salvador	4,9%
Sucres et sucreries	5,7%	Matières plastiques	5,6%	France (34 <sup>ème</sup> )	0,2%	France (32 <sup>ème</sup> )	0,3%

Source: Cnucead

## TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

GUATEMALA	2021	2022	2023	2024(p)	2025(p)	2026(p)
<b>STRUCTURE ECONOMIQUE</b>						
PIB (Mds USD, courant)	86	96	104	113	121	131
<i>Rang PIB mondial</i>	73	71	70	69	69	69
Population (Mns)	17,1	17,4	17,6	17,9	18,1	18,3
<i>Rang Population mondiale</i>	66	66	66	66	66	65
PIB / habitant (USD)	5 054	5 509	5 933	6 307	6 698	7 158
Croissance PIB (%)	8,0	4,2	3,5	3,7	3,8	3,8
Inflation (moyenne annuelle, %)	4,3	6,9	6,2	2,8	3,0	4,3
Part exportations manufacturées (% total exp.)	46,8	47,1	45,8	NA	NA	NA
<b>FINANCES PUBLIQUES</b>						
Dettes publiques (% PIB)	30,6	29,0	27,2	26,8	27,0	27,2
Solde public (% PIB)	-1,2	-1,7	-1,3	-1,0	-2,5	-2,5
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	13,4	12,7	12,6	NA	NA	NA
<b>POSITION EXTERNE</b>						
Solde courant (% du PIB)	2,2%	1,3%	3,1%	2,7%	2,3%	1,5%
IDE (% du PIB)	3,5%	0,8%	0,8%	0,8%	1,3%	1,6%
Réserves (en mois d'importation B&S)	10,2	8,1	8,8	8,3	9,0	9,5
Dettes extérieures totales (% PIB)	29,8%	25,4%	23,4%	23,7%	23,2%	22,0%
Dettes extérieures CT (% PIB)	1,6%	0,3%	0,1%	NA	NA	NA
Taux de change	7,7	7,7	7,8	7,8	NA	NA
<b>SYSTÈME BANCAIRE</b>						
Fonds propres / actifs pondérés	17,36	16,58	16,79	15,72	NA	NA
Taux de NPL	1,73	1,25	1,75	2,47	NA	NA
ROE	15,15	18,55	16,25	12,79	NA	NA
<b>SOCIO-POLITIQUE</b>						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)	167	165	166	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<b>CLIMAT</b>						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) <sup>a</sup>	110	110	109	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) <sup>b</sup>	101	104	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) <sup>c</sup>	NA	NA	NA	NA	NA	NA
<i>Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions- Sources: FMI; *Banque Mondiale; **Oxford Economics;</i>						
<i>a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative, c : Germanwatch</i>						

Ventilation du PIB par secteur (2023)





## 1. SITUATION ECONOMIQUE

### • L'activité devrait rester dynamique en 2025

La croissance a atteint **+3,7% en 2024** (après +3,5% en 2023), soit un niveau légèrement au-dessus des prévisions et de la moyenne d'avant crise sanitaire : +3,4% entre 2015 et 2019. L'activité a été tirée par le dynamisme de la consommation privée, favorisée par le net repli de l'inflation et les transferts de fonds de travailleurs expatriés<sup>1</sup>, ainsi que la hausse du crédit bancaire<sup>2</sup>.

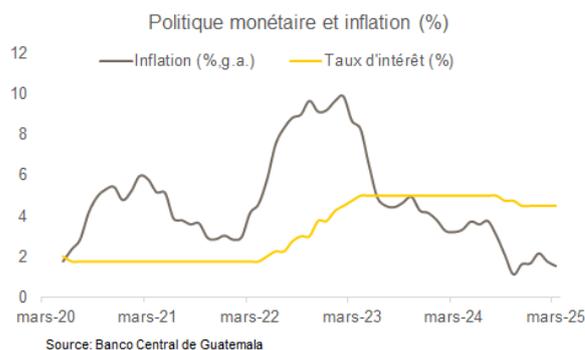
Pour 2025, la croissance est attendue entre **+3,8% et +4%**. La consommation privée devrait continuer à bénéficier du dynamisme des transferts de fonds d'expatriés<sup>3</sup>. Le durcissement de la politique migratoire américaine constitue toutefois un risque pour ces transferts, qui représentaient près de 20% du PIB en 2024. L'inflation pourrait un peu remonter (cf. ci-dessous) et, partant, freiner quelque peu les dépenses de consommation. La politique budgétaire expansionniste (hausse des dépenses sociales et de l'investissement) soutiendrait également l'activité.

Le Guatemala demeure cependant fortement dépendant de l'économie américaine, dont le ralentissement devrait peser sur les perspectives de croissance du pays. Les Etats-Unis sont en effet le premier client et fournisseur du pays, représentant plus du tiers de ses exportations et importations, et aussi son 1<sup>er</sup> investisseur. Ainsi, la croissance américaine sera le principal déterminant de celle des exportations manufacturières (vêtements notamment) et agricoles du pays. Les exportations de café devraient en revanche bénéficier de la hausse des cours mondiaux<sup>4</sup>.

### • Légère hausse de l'inflation en 2025

L'inflation a eu tendance à diminuer depuis la mi-2023, grâce à la baisse des prix des produits importés (énergie en particulier). Elle atteint 2,8% en moyenne en 2024, soit un niveau en dessous de la cible fixée à 4% (+/- 1%). Dans ce contexte, la banque centrale a abaissé à deux reprises son taux directeur, fixé à 4,5% depuis novembre 2024.

Malgré un point bas atteint en mars 2025 à 1,6% en g.a., les perspectives pour l'inflation ont été légèrement révisées à la hausse, prévues autour de 3% en moyenne en 2025, tirées par l'augmentation du salaire minimum et la politique budgétaire expansionniste. Selon la banque centrale, l'inflation atteindrait sa cible à l'horizon 2026. Elle ne prévoit cependant pas des nouvelles baisses de taux à ce stade.



### • Les lacunes structurelles pèsent sur la croissance potentielle du pays

Le potentiel de croissance du pays reste contraint par un déficit d'infrastructures (transport, énergie, assainissement) qui pèse sur le développement de l'économie guatémaltèque. Le manque de travailleurs qualifiés et la faiblesse de la productivité sont également un frein à la croissance potentielle et à l'installation d'industries à plus forte valeur ajoutée.

L'action publique en matière d'investissement demeure réduite du fait de la faiblesse des recettes budgétaires (12,5 % du PIB en 2023), soit le niveau le plus faible comparé aux pays voisins : El Salvador (25% du PIB) et Honduras (19,4% du PIB). Les projets d'investissements notamment dans le domaine social (éducation, santé) sont ainsi le plus souvent dépendants de l'aide internationale, américaine principalement, et des banques régionales de développement. A noter par ailleurs que l'aide américaine via l'agence USAID est en train de converger vers des prêts concessionnels à destination des pays d'Amérique centrale.

Le secteur manufacturier et exportateur du pays se cantonne par ailleurs autour de l'industrie du textile (confection des vêtements) qui bénéficie d'accords de libre-échange avec les Etats-Unis (CAFTA-DR) et d'avantages fiscaux liés au régime des *maquilladoras*<sup>5</sup>.

### • Un secteur bancaire bien capitalisé mais dont la rentabilité a eu tendance à diminuer

Le secteur bancaire reste concentré : 17 banques dont les 5 plus grandes représentent 80% du total des actifs, et les 2 plus grandes plus de 50% des parts de marché<sup>6</sup>.

En 2024, les prêts et les dépôts sont en hausse de respectivement 12,3% et 7,8%. La solvabilité est satisfaisante avec un ratio de fonds propres sur actifs pondérés de 15,7% en 2024 (vs minimum légal de 10%).

<sup>1</sup> Les transferts de fonds ont atteint 21,5 Md\$ en 2024 (après 19,8 Md\$ en 2023), soit 19,2% du PIB en 2024.

<sup>2</sup> Le crédit bancaire à destination du secteur privé est en hausse de +12,3% sur 1 an à décembre 2024.

<sup>3</sup> Les transferts de fonds s'élèvent à 2 Mds d'USD en mars 2025, soit une hausse de +20,5% par rapport à la même période l'an passé (après +21,5% en février et +23,8%).

<sup>4</sup> Le Guatemala est parmi les 10 plus grands producteurs de café au monde et 4<sup>e</sup> en Amérique latine après le Brésil, la Colombie et le Pérou.

<sup>5</sup> Zones de traitement pour l'exportation qui bénéficient d'une exonération des droits de douane sur les importations. Celles-ci sont ensuite transformées, assemblées ou réparées et repartent ensuite à l'exportation. Il s'agit d'une production à moindre coût et à destination du marché américain le plus souvent.

<sup>6</sup> Source FMI : Article IV, février 2023.



Le taux de prêts non performants a cependant augmenté à 2,5% du portefeuille des prêts (1,6% en 2023), tiré en partie par la hausse des crédits à la consommation, dont le taux d'impayés est plus élevé.

**La dollarisation du système bancaire est modérée mais constitue une source de vulnérabilité<sup>7</sup>.** Près de tiers des prêts bancaires est libellé en devises.

## 2. FINANCES PUBLIQUES

- **Une politique budgétaire expansionniste**

**En 2024, le déficit public s'est légèrement réduit à -1% du PIB** (après -1,3% du PIB en 2022), soit mieux que prévu dans le budget d'août 2024 (-2,6% du PIB). Le budget 2024 avait été suspendu à la suite d'irrégularités de procédure, obligeant le gouvernement à fonctionner sur la base du budget de 2023, plus faible, durant les 9 premiers mois de l'année 2024.

**Pour 2025, le budget prévoit un déficit à -3,1% du PIB**, creusé par la hausse des dépenses prévues à 15,7% du PIB, soit 2 points de plus qu'en 2024, tandis que les recettes demeurent faibles, à hauteur de 12,3% du PIB. La hausse des dépenses sociales et d'investissements fait partie du programme du président Avéralo, en place depuis mi-janvier 2024. **Une partie des dépenses seraient financées via une amélioration de la collecte des impôts** (lutte contre l'évasion fiscale, mais aussi hausse des recettes fiscales) **et, dans une moindre mesure, par le recours à l'emprunt.** Le FMI prévoit cependant de possibles difficultés d'exécution budgétaire (utilisation partielle des ressources budgétaires approuvées) ce qui conduirait, comme en 2024, à un déficit moins élevé que prévu.

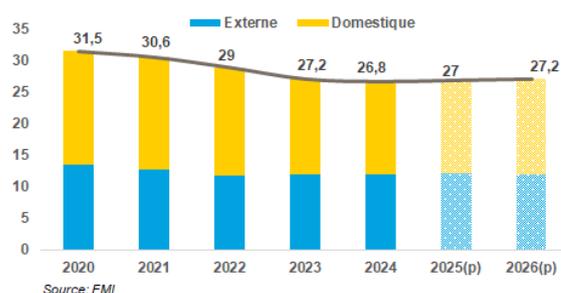
- **La dette publique reste faible**

**Sur l'ensemble de l'année 2024, la dette publique atteindrait 26,8% du PIB**, soit un ratio de dette/PIB parmi les plus faibles d'Amérique latine. Près de 45% du total de dette est détenue par les créanciers externes, sous forme d'Eurobonds en particulier<sup>8</sup>.

**Pour 2025, la dette publique devrait toutefois un peu augmenter**, compte tenu du creusement du déficit. Le budget prévoit des émissions de dette à hauteur de 3,2 Md\$, dont 60% seraient levés sur les marchés externe, sous forme d'Eurobonds, et le solde sur le marché domestique.

<sup>7</sup> Une partie des prêts bancaires en devises (USD) sont accordés à des emprunteurs qui ne disposent pas de ressources en devises. Cela expose le système bancaire au risque de change en cas de dépréciation importante de la monnaie locale qui affecterait la capacité de remboursement des emprunteurs.

Evolution de la dette publique (%PIB)



**La dette du Guatemala n'est cependant pas source de risques à ce stade.** Le taux d'intérêt de la dette est resté relativement stable à 6,4% en 2024 (contre 6,7% en 2019) et le montant des intérêts versés restent relativement faible à 1,6% du PIB.

Selon l'analyse de soutenabilité de la dette du FMI, le risque souverain est jugé modéré et la dette publique peu vulnérable aux chocs à court terme. Une dépréciation importante du taux de change constitue cependant un aléa majeur sur l'évolution de la dette.

## 3. POSITION EXTÉRIEURE

- **Un solde courant excédentaire**

**Le solde courant est excédentaire, autour de +2,7% du PIB en 2024, favorisé par la hausse d'entrées de devises** (transferts des travailleurs expatriés) estimées à 21,5 Md\$, **permettant de compenser le déficit commercial** (autour de 18 Md\$)<sup>9</sup>. Les exportations du pays sont constituées essentiellement de produits agricoles pas ou peu transformés (café, bananes, sucre, huile de palme...), ainsi que des vêtements.

**Pour 2025, l'évolution du solde courant dépendra de la demande et de l'évolution du marché du travail américain** (1<sup>er</sup> client à l'export et 1<sup>ère</sup> source d'envoi de fonds des travailleurs expatriés), dont les perspectives sont à ce stade plutôt mitigées. Les exportations de café devraient en revanche bénéficier des cours soutenus et d'une production plutôt favorable cette année<sup>10</sup>. **L'évolution du solde courant dépendra aussi de celle du prix du pétrole** (1<sup>er</sup> poste d'importation), attendu plutôt en baisse. A ce stade, les prévisions tablent sur une baisse du solde courant qui resterait néanmoins excédentaire (+2,3% du PIB en 2025).

- **Le quetzal s'est apprécié face au dollar**

**La monnaie locale, le quetzal, a eu plutôt tendance à se réapprécier face au dollar depuis fin 2022** (cf. graphique ci-dessous), favorisé notamment par la hausse de l'excédent courant.

<sup>8</sup> Les Eurobonds représentent 30% du total de la dette publique.

<sup>9</sup> Données préliminaires de la Banque centrale du Guatemala.

<sup>10</sup> Au cours du second semestre 2024, le Guatemala a connu des pluies bénéfiques pour le développement des fruits du caféier.



Evolution du QUETZAL face au USD

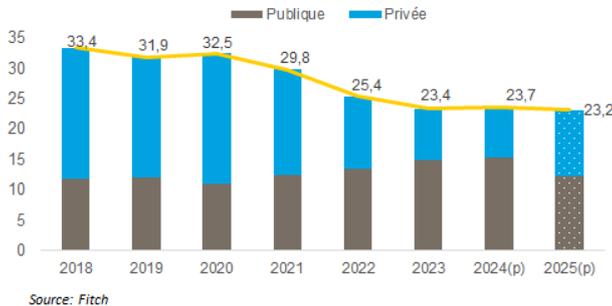


**Pour 2025, les perspectives d'évolution du change sont incertaines.** Alors que la diminution de l'excédent courant pourrait favoriser un affaiblissement de la monnaie face au dollar, la hausse des entrées de devises (via notamment les émissions obligataires prévues), ainsi que l'intégration encore limitée du pays dans les marchés financiers mondiaux (permettant d'atténuer le risque de fuites de capitaux) contribueraient à éviter une dépréciation plus importante de la monnaie.

**La banque centrale dispose par ailleurs d'un niveau de réserves de change satisfaisant à 24,4 Md\$ fin décembre 2024 (+14,6% par rapport à 2023 et 7,4 mois d'importations) lui permettant d'intervenir sur le marché de change en cas de besoin.**

- **Un endettement externe limité**

Evolution de la dette externe du pays (% PIB)



**La dette externe du Guatemala est modérée,** estimée à 23,7% du PIB en 2024, dont 15,3% du PIB de part publique. Le risque d'insolvabilité externe semble très limité, les réserves de change brutes du pays couvrant près de 92% du total de la dette externe à fin 2024.

**S&P et Fitch ont par ailleurs changé la perspective de la note souveraine du Guatemala de stable à positive** en 2024 et 2025 respectivement, ce qui indique que les agences anticipent une hausse du rating souverain du pays prochainement.

## 4. ASPECTS POLITIQUES

- **Le président progresse sur son programme mais les défis de gouvernabilité demeurent présents**

<sup>11</sup> Le Congrès guatémaltèque a approuvé la « Loi de compétence », dont l'objectif est d'ouvrir les marchés, de promouvoir et de défendre la libre concurrence, ainsi que de

Au pouvoir depuis le 15 janvier 2024, le président Bernardo Arevalo a réussi à former une alliance au Congrès pour faire avancer une partie de son programme de réformes. Le Congrès a ainsi approuvé la hausse des dépenses prévues dans le budget de 2025, ainsi que la réforme portant sur la concurrence, les ports, l'agriculture et les infrastructures routières. Le statut de son parti, le *Movimiento Semilla* reste cependant encore incertain. Pour mémoire, le contexte électoral en 2023 avait été très tendu à la suite d'une décision de justice, qui avait ordonné la suspension du parti.

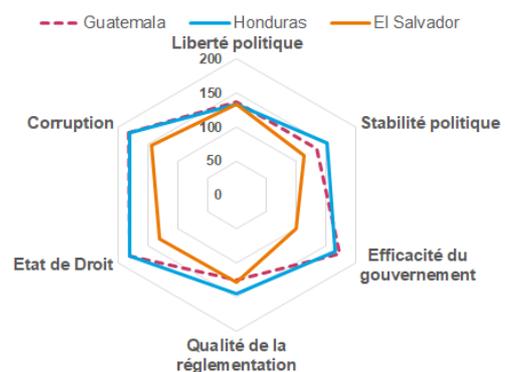
Le président, qui s'est engagé dans la lutte contre la corruption, privilégie de plus en plus les mesures exécutives face à la résistance croissante des groupes d'intérêts à ses initiatives législatives. Une Commission nationale de lutte contre la corruption a par ailleurs été créée mais la mise en place des réformes d'envergure garantissant une amélioration durable de la gouvernance du pays reste encore incertaine.

- **Une volonté d'amélioration du climat des affaires**

Le développement des infrastructures, le renforcement du système institutionnel, ainsi que le perfectionnement de la main-d'œuvre sont essentiels pour attirer les investissements et contribuer à l'amélioration du climat des affaires. Alors que le président Arevalo a réussi à mettre en œuvre certaines mesures favorables au climat des affaires (Ley de competencia<sup>11</sup>, extensions portuaires...), la corruption encore élevée et l'insécurité continuent de peser sur l'environnement des affaires.

**Les indicateurs de gouvernance de la Banque Mondiale soulignent une légère amélioration en matière de stabilité politique** mais les indicateurs restent globalement moins bons que ceux du pays voisin, El Salvador.

Indicateurs Banque mondiale 2024, Rang (214 pays)



Note de lecture : plus les lignes sont éloignées du centre du radar, plus le pays est dans le bas du classement.

## 5. POLITIQUE CLIMAT

**Le Guatemala est vulnérable au changement climatique,** notamment aux effets liés à la hausse des températures et des précipitations, avec l'occurrence de

prévenir, d'enquêter, de combattre et de sanctionner les pratiques anticoncurrentielles.

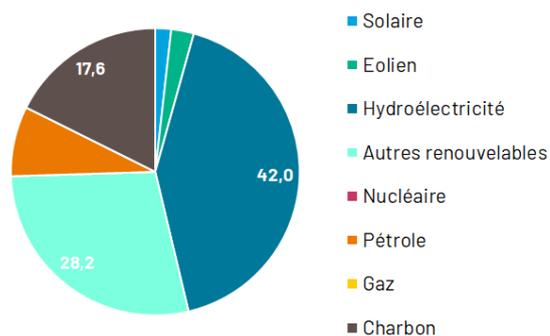


plus en plus fréquente d'ouragans, qui augmente le risque d'insécurité alimentaire et hydrique.

**La production d'électricité du pays est majoritairement renouvelable à 64%.** Le charbon représente cependant encore une part importante dans la production d'électricité à 17,6% environ en 2023, de même que le pétrole, dans une moindre mesure (7,9%). Importateur net d'énergie, le Guatemala demeure ainsi vulnérable à la hausse du prix de l'énergie (pétrole et charbon en particulier).

**Signataire de l'accord de Paris, le Guatemala s'est engagé à réduire ses émissions de 22,6% d'ici 2030 par rapport aux niveaux d'émissions de 2016.** Le pays compte mener notamment des actions spécifiques pour les secteurs de la forêt, de l'énergie, de l'agriculture et des déchets.

**Guatemala : production d'électricité par sources, en % (2023=13,46 TWh)**



Sources : Statistical Review of World Energy (BP, 2022); Global and European Electricity review (Ember, 2022)



## DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

<b>Baptiste Thornary</b>	Chef économiste	baptiste.thornary@bpifrance.fr
<b>Sabrina El Kasmi</b>	Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque pays	sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

### Economie Internationale et Risques Pays

<b>Anne-Sophie Fèvre</b>	<i>Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI &amp; Russie</i>	as.fevre@bpifrance.fr
<b>Adriana Meyer</b>	<i>Amérique Latine, Asie du Sud &amp; Inde, Afrique de l'Est</i>	adriana.meyer@bpifrance.fr
<b>Victor Lequillier</b>	<i>MENA, Turquie, Chine, ASEAN</i>	victor.lequillier@bpifrance.fr

### Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

<b>Laetitia Morin</b>	<i>France, pays développés, conjoncture PME</i>	laetitia.morin@bpifrance.fr
<b>Thomas Laboureau</b>	<i>France, pays développés, conjoncture ETI</i>	Thomas.laboureau@bpifrance.fr

### Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.